

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 SEPTEMBRE 1928

Projet de loi

approuvant

la Convention conclue entre la Belgique et la France ayant pour objet de régler les conflits en matière de recrutement militaire.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La Convention conclue le 30 juillet 1891 entre la Belgique et la France a été dénoncée par la France et cessera ses effets le 16 novembre prochain.

Elle se référait expressément aux articles des lois en vigueur au moment de sa conclusion et ne cadrerait plus qu'imparfaitement avec les dispositions relatives à la nationalité actuellement en vigueur.

En 1909, la Belgique suivant en cela l'exemple esquissé par diverses dispositions fragmentaires en France, avait appliqué avec plus de logique le système d'absorption automatique tout en laissant aux intéressés la faculté de se dégager de cette allégeance imposée par une manifestation de volonté explicite.

La guerre révéla aux deux pays que cette politique d'absorption n'avait pas toujours réussi à assimiler les éléments d'origine étrangère et, par la loi du 15 mai 1922 la Belgique, rompant avec les principes de 1909, ne les absorba plus que dans des cas peu nombreux et nettement déterminés tout en laissant aux intéressés une très grande liberté pour se dégager de l'allégeance belge.

La France, au contraire, reprit par la loi du 10 août 1927 sur la nationalité, sa politique traditionnelle et déclara Français sans faculté de répudiation outre l'enfant légitime, né d'un père français, ou celui né en France d'un père étranger né en France, l'enfant légitime, né en France d'un père étranger mais d'une mère française, fut-elle née elle-même à l'étranger (Art. 1^{er}, 1^{er}, 2^o et 3^o).

Des dispositions analogues règlent la nationalité de l'enfant naturel. En cas de reconnaissance pendant sa minorité, il sera donc Français, soit que le premier reconnaissant ait cette nationalité ou que, né en France, le premier reconnaissant y soit également né, soit que l'enfant étant né en France et le premier reconnaissant étranger né à l'étranger, le second ait la nationalité française.

L'article 2 de la même loi attribue de plein droit la nationalité française --

sauf répudiation dans l'année qui suivra leur majorité — à l'enfant légitime né en France de deux parents étrangers lorsque la mère est née en France, et à l'enfant naturel né en France de deux étrangers lorsque le second reconnaissant est cependant né en France.

Même dans ces cas, la faculté de répudiation cesse, notamment, si une déclaration de renonciation à répudiation a été souscrite au nom de mineur âgé de moins de 16 ans par le parent investi de la puissance paternelle ou le tuteur après avis conforme du conseil de famille ou si le mineur a participé volontairement — et l'absence de protestation contre l'inscription vaut participation volontaire — aux opérations de recrutement.

Il faut, en tous cas pour être admis à répudier que l'intéressé prouve par attestation à délivrer par son gouvernement qu'il a conservé la nationalité de ses parents et éventuellement qu'il a satisfait à la loi militaire dans son pays, sous réserve des exceptions prévues aux traités. (Art. 2.)

Devient Français à l'âge de 21 ans, s'il est domicilié en France, tout individu né en France d'un étranger, sauf faculté de répudiation dans l'année qui suit sa majorité. (Art. 4.)

Mais avant cet âge, il pourra réclamer la qualité de Français par déclaration personnelle autorisée par ses représentants légaux s'il a plus de 16 ans ou par déclaration faite en son nom par ses représentants s'il n'a pas atteint l'âge de 16 ans. La participation volontaire aux opérations de recrutement tient lieu de déclaration. (Art. 3.)

Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents et dans le cas de naturalisation du père ou de la mère survivant, les enfants légitimes ou légitimés mineurs non mariés deviennent Français sans faculté de répudiation. (Art. 7.)

Des dispositions analogues règlent le statut des enfants naturels.

Mais, d'autre part, les enfants même mineurs de celui qui acquiert une nationalité étrangère n'en restent pas moins Français sans faculté de répudiation; ils ne peuvent décliner cette allégeance que moyennant une autorisation du gouvernement qui se réserve un pouvoir discrétionnaire à cet égard.

Il se conçoit aisément que ces dispositions législatives se concilient difficilement avec notre loi concernant la nationalité basée avant tout sur le *jus sanguinis* et une très grande liberté de renonciation à l'allégeance belge.

Les cas de conflit de double nationalité et partant de doubles obligations de service militaire doivent dans ces circonstances devenir fort nombreux et il importait de trouver un nouveau terrain d'entente.

La Convention se borne à régler certaines difficultés en matière de recrutement militaire mais — sous réserve des dispositions de l'article 9 — n'a ni pour but, ni pour effet de modifier ou même de constater une modification dans le statut national des individus à l'incorporation desquels un des pays contractant accepte de surseoir ou de renoncer.

Elle a été rédigée en évitant tout renvoi à un texte législatif déterminé afin d'éviter des difficultés en cas de modifications à une des lois en vigueur.

L'article premier diffère l'incorporation en Belgique des Belges nés en France pour autant qu'ils soient ou domiciliés en France, ou nés d'une mère légitime étrangère qui y soit également née (ou nés d'un second reconnaissant étranger né en France s'il s'agit d'un enfant naturel).

L'article 2 diffère l'incorporation en France des Belges considérés comme

Français, parce que nés et domiciliés en France ou parce que nés en France d'une mère, née elle-même en France; des Français qui nés en Belgique peuvent opter pour notre nationalité et enfin, du Français devenu, au regard de notre loi, Belge avec faculté de répudiation par suite de l'acquisition volontaire avant leur émancipation ou leur majorité de la nationalité belge par celui de leurs auteurs exerçant sur eux le droit de garde.

En vertu de l'article 3, ceux qui, en suite d'une préférence même implicitement marquée dans les formes légales pour un des deux pays dont ils possédaient ou pouvaient acquérir la nationalité ont satisfait à leur obligation dans ce pays sont libérés de toutes obligations dans l'autre.

Il a été signalé qu'en vertu de la loi de 1927, certains enfants mineurs devenaient Français sans faculté de répudiation en raison de l'acquisition de cette nationalité par l'un de leurs parents. Dans la plupart de ces cas notre loi de 1922, leur fait perdre la qualité de Belge. L'article 4 de la Convention tend à renoncer aux services militaires de tous ceux qui ont dans ces conditions acquis la nationalité française sans examiner s'ils ont ou non conservé la nationalité belge.

L'article 5 tend à régler un cas assez fréquent où les principes des deux législations sont inconciliables et où pourtant une solution s'impose : c'est le conflit résultant du *jus sanguinis* belge et du *jus soli* français affirmé dans l'article premier de la loi de 1927.

Comme il a été dit ci-dessus, la France déclare Français sans faculté de répudiation, l'enfant légitime, né en France d'un père belge, mais d'une mère française et celui né en France d'un père belge, né lui-même en France.

La première hypothèse présente pour l'instant assez peu d'intérêt au point de vue de la milice, car si actuellement la femme française épousant un étranger conserve en vertu de la loi de 1927 généralement sa nationalité, les enfants nés de mariages, conclus sous le régime de cette loi ne seront appelés sous les armes que vers 1947.

Mais il n'en est pas de même de la seconde hypothèse.

L'article 4 de la Convention de 1891, disposait que les jeunes gens nés en France de parents belges qui eux-mêmes y sont nés, ne seront pas appelés au service militaire en Belgique.

Il arrivait assez fréquemment que ces deux naissances sur le sol français étaient toutes fortuites et la présomption d'assimilation française qu'elles impliquaient aux yeux du législateur français était bien souvent renversée par une résidence quasi-continue hors de France.

La Convention actuelle tient mieux compte de la réalité des faits en décidant qu'au point de vue du service militaire, le droit français ne doit pas prévaloir si l'intéressé a eu sa résidence habituelle hors de France de l'âge de 16 à 21 ans.

Il y a lieu d'observer que le *jus sanguinis* belge l'emporte donc non seulement lorsque l'intéressé a passé la période critique en Belgique mais également en cas de séjour en pays tiers.

Les articles 6, 7, 8, 9 et 10 ne sont que la reproduction en termes quasi-identiques de dispositions de la Convention de 1891 et paraissent pouvoir se passer de commentaires.

Faisons, cependant, remarquer que l'article 10 prévoit la suspension de

plein droit des effets de la Convention pendant la durée de la mobilisation dans l'un des deux pays. A cet égard, il faut noter que par l'arrangement du 15 mars 1915, l'application de la Convention de 1891 avait été suspendue pendant la durée de la guerre.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

A. CARNOY.



CONVENTION

**entre la Belgique et la France ayant pour objet de régler
les conflits en matière de recrutement militaire.**

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ayant reconnu la nécessité de régler à nouveau les conflits en matière de recrutement militaire;

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Ne seront pas inscrits sur les listes du recrutement militaire belge, avant l'âge de vingt-deux ans accomplis, à moins qu'ils ne le demandent, les individus qui, nés en France d'un Belge, et possédant au regard de la loi belge la nationalité belge, sont, au regard de la loi française, soit Français sauf faculté de répudiation, soit aptes à acquérir la qualité de Français par déclaration ou de plein droit.

ARTICLE 2.

Ne seront pas inscrits sur les listes du recrutement militaire français, avant l'âge de vingt-deux ans accomplis, à moins qu'ils ne le demandent :

1° Les individus nés en Belgique d'un Français, qui peuvent acquérir par option la nationalité belge;

2° A moins qu'ils n'aient renoncé à la nationalité belge, les Français devenus Belges de plein droit en raison de l'acquisition de la nationalité belge par l'un de leurs parents, dans le cas où la loi belge reconnaît l'effet collectif du changement de nationalité d'un ascendant à l'égard d'un enfant mineur;

3° Les individus qui, possédant au regard de la loi belge la qualité de Belges sont, au regard de la loi française, Français sauf faculté de répudiation, à moins qu'il n'ait été renoncé, par avance, à cette faculté.

ARTICLE 3.

Dans les cas visés aux articles 1 et 2, les individus qui, en raison d'une option expresse ou tacite, auront satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée dans l'un ou l'autre pays, seront dégagés de tout service militaire dans l'autre pays.

ARTICLE 4.

Ne seront pas appelés au service militaire en Belgique, les jeunes gens devenus Français en raison de l'acquisition de la nationalité française par l'un ou l'autre de leurs parents dans les conditions où la loi française reconnaît l'effet collectif du changement de nationalité de l'ascendant à l'égard d'un enfant mineur.

ARTICLE 5.

Ne seront pas appelés au service militaire en Belgique, sauf s'ils ont eu, dès l'âge de seize ans à vingt-et-un ans, leur résidence habituelle hors de France ou des territoires relevant de l'autorité française, ~~et dans ce cas~~ s'ils n'ont pas satisfait à la loi sur le recrutement en France, ~~les~~ les jeunes gens nés en France, dont l'un des ascendants est Français et l'autre Belge, ou, nés en France d'un ascendant belge qui lui-même y est né, qui sont Français sans faculté de répudiation au regard de la loi française.

Il n'y a pas d'inscription sur les tableaux de recensement français des jeunes gens susceptibles, en vertu de l'alinéa précédent, d'être incorporés en Belgique, ~~sera différée à moins qu'ils ne la demandent, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 22 ans révolus.~~

Ils seront dégagés de tout service militaire en France s'ils ont satisfait à cet âge à la loi sur le recrutement en Belgique.

ARTICLE 6.

Les citoyens des pays contractants résidant dans les Colonies, Pays de Protectorats et Pays sous Mandats, de chacun des deux pays seront, pour l'application de la présente Convention, réputés résidant sur le territoire métropolitain.

ARTICLE 7.

Les deux Gouvernements se communiqueront réciproquement et dans le plus bref délai possible, les actes reçus par leurs autorités respectives dans les cas visés par la présente Convention.

Ils se signaleront, en outre, les individus qui se seront soustraits au service militaire dans l'un des deux pays, en excipant de la qualité de nationaux de l'autre.

ARTICLE 8.

Les individus qui, ayant la mise en vigueur de la présente Convention, ~~auront~~ satisfait aux obligations du service militaire actif dans l'un des deux pays, n'y seront plus astreints dans l'autre.

ARTICLE 9.

Les enfants d'agents diplomatiques ou de consuls de carrière conservent la nationalité de leurs parents, à moins qu'ils ne réclament, dans les conditions légales, le bénéfice des lois du pays où ils sont nés.

ARTICLE 10.

La présente Convention est conclue pour cinq ans, à partir de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera d'être obligatoire encore une année, à compter du jour où l'une des Parties l'aura dénoncée.

Les effets de la Convention seront suspendus de plein droit en cas de

mobilisation en France ou en Belgique et pendant toute la durée de cette mobilisation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention.

Fait en double exemplaire, à Paris, le douze septembre mil neuf cent vingt-huit.

Le Chargé d'Affaires de Belgique

(ad intérim), à Paris,

Obert DE THIEUSIES.

Ministres des Affaires Etrangères

de la République Française,

BRIAND.

81

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 SEPTEMBER 1928.

Wetsontwerp

**tot goedkeuring van de tusschen België en Frankrijk gesloten
Overeenkomst tot het regelen van de conflicten in zake
militaire recruteering.**

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De op 30 Juli 1891 tusschen België en Frankrijk gesloten overeenkomst werd door Frankrijk opgezegd en zal op 16 November aanstaande vervallen.

Zij verwees uitdrukkelijk naar de artikelen van de wetten, die op het oogenblik harer totstandkoming in werking waren en slechts onnauwkeurig meer overeenkwamen met de thans in werking zijnde beschikkingen op de nationaliteit.

In 1909 had België, op het voorbeeld, dat in verscheidene fragmentaire beschikkingen in Frankrijk was naar voren getreden, met meer rede het stelsel der automatische opslorping toegepast, hoewel het tevens den belanghebbenden vrij bleef dit opgelegde onderdaanschap van zich af te wentelen, mits zulk verlangen uitdrukkelijk tot uiting te brengen.

De oorlog heeft uitgemaakt dat deze opslorplingspolitiek er niet steeds in geslaagd was de elementen van vreemde herkomst te assimileeren; bij de wet van 15-5-1922 liet België dan ook deze principes varen en nam nog slechts vreemdelingen op in min talrijke en wel bepaalde gevallen, doch stond tevens den belanghebbenden een zeer groote vrijheid toe om dit onderdaanschap af te wijzen.

Frankrijk daarentegen, nam bij de nationaliteitswet van 10-8-1927 haar traditioneele politiek terug ter hand en verklaarde dat — benevens het wettig kind, dat van een Franschen vader geboren is of het kind, dat in Frankrijk geboren is van een vreemden in Frankrijk geboren vader — het wettig kind, dat in Frankrijk van een vreemden vader doch van een Fransche moeder geboren werd, zelfs al ware die moeder zelve in den vreemde geboren, Franschman is zonder recht op verzaking (Art. 1, 1°, 2° en 3°).

Nagenoeg dezelfde bepalingen regelen de nationaliteit van het natuurlijk kind. Wordt het kind tijdens zijn minderjarigheid erkend, dan is het dus Franschman, hetzij omdat de eerste erkennende deze nationaliteit heeft, hetzij omdat, doordien het kind in Frankrijk geboren is, de eerste erkennende daar insgelijks geboren is, hetzij omdat, doordien het kind in Frankrijk geboren en de eerste erken-

nende in den vreemde geboren vreemdeling is, de tweede erkennende de Fransche nationaliteit bezit.

Artikel 2 derzelfde wet verleent van rechtswege de Fransche nationaliteit behalve bij verzaking binnen het jaar na zijne meerderjarigheid — aan het wettelijk in Frankrijk uit vreemde ouders geboren kind, wanneer de moeder in Frankrijk geboren is, en aan het natuurlijk in Frankrijk uit vreemde ouders geboren kind, wanneer de tweede erkennende nochtans in Frankrijk geboren is.

Zelfs in deze gevallen houdt het verzakingsrecht namelijk op wanneer eene verklaring, waarbij van de verzaking wordt afgezien, ten name van den minderjarige beneden 16 jaar wordt onderschreven door den vader of de moeder, die met de vaderlijke macht bekleed is, of door den voogd, na gelijkloidend advies van den familieraad, of wanneer de minderjarige — en de ontstentenis van protestatie tegen de inschrijving staat met vrijwillige deelneming gelijk — vrijwillig aan de recruteeringsverrichtingen heeft deel genomen.

Om het verzakingsrecht te kunnen uitoefenen, is het in alle geval noodzakelijk, dat belanghebbende, bij een door zijn Regeering af te geven attest, bewijze dat hij de nationaliteit zijner ouders behouden heeft en, in voorkomend geval, dat hij in zijn land aan de militaire wet — onder voorbehoud der bij de verdragen voorziene uitzonderingen — voldaan heeft (art. 2).

Wordt Franschman op den leeftijd van 21 jaar, indien hij in Frankrijk gedomicilieerd is, ieder jongeling, die in Frankrijk uit een vreemdeling geboren is, met dien verstande dat hij verzaken mag binnen het jaar, dat op zijn meerderjarigheid volgt (art. 4).

Doch hij kan vóór dezen leeftijd, zoo hij meer dan 16 jaar oud is, bij eene persoonlijke door zijne wettelijke vertegenwoordigers gemachtigde verklaring, of, indien hij geen 16 jaar oud is bij eene verklaring te zijnen name door zijne vertegenwoordigers gedaan, de Fransche nationaliteit opvorderen. De vrijwillige deelneming aan de recruteeringsverrichtingen neemt de plaats van de verklaring in (art. 3).

In de gevallen bij de twee vorenstaande alinea's voorzien en in het geval van naturalisatie van de overlevende vader of moeder, worden de minderjarige, niet gehuwde, wettige of gewettigde kinderen Franschen, zonder verlof om te verzaken (art. 7).

De rechtstoestand der natuurlijke kinderen wordt door soortgelijke bepalingen geregeld.

Doch, anderzijds, blijven de kinderen, zelfs de minderjarige, van dezen, die een vreemde nationaliteit verkrijgt, niettemin Franschen, zonder verlof om te verzaken; zij mogen dit onderdaanschap niet afwijzen, tenzij met verlof van de Regeering, die zich ten deze een onbeperkte macht voorbehoudt.

Het is gemakkelijk te begrijpen dat deze wetsbepalingen moeilijk vereenigbaar zijn met onze wet op de nationaliteit, welke vooral gesteund is op het *Jus sanguinis* en op een zeer groote vrijheid om het Belgisch onderdaanschap te verzaken.

De gevallen van conflict van dubbele nationaliteit en dan ook van dubbele militaire verplichtingen, moeten onder die omstandigheden zeer talrijk worden, een nieuw terrein van overeenkomst diende dus gevonden.

Bij deze overeenkomst worden enkel sommige moeilijkheden omtrent de militaire recruteering geregeld; doch — onder voorbehoud der bepalingen van artikel 9 — heeft zij noch ten deel noch ten gevolge iets te wijzigen of zelfs van eene

wijziging te laten blijken in den nationalen rechtstoestand der personen, omtrent dewelke een der verdragsluitende landen er in toestemt de indijving uit te stellen of te verzaken.

Zij werd dervijze opgemerkt dat alle verwijzing naar een bepaalden wets-tekst vermeden is, dit om moeilijkheden te voorkomen bij wijzigingen aan een der in werking zijnde wetten.

Bij artikel 1 wordt uitstel verleend voor de indijving in België van in Frankrijk geboren Belgen, voor zoover zij of in Frankrijk gedomicilieerd zijn of geboren zijn uit een wettige vreemde moeder, die er insgelijks geboren is (of zoo het een natuurlijk kind betreft, geboren zijn uit een tweeden erkennenden vreemdeling, die in Frankrijk geboren is).

Bij artikel 2 wordt uitstel verleend voor de indijving in Frankrijk van de Belgen, die als Franschen aangezien worden omdat zij in Frankrijk geboren en gedomicilieerd zijn, of omdat zij in Frankrijk geboren zijn uit een moeder, die zelf in Frankrijk geboren is; van de Franschen die in België geboren zijn en voor onze nationaliteit mogen opteeren, en, ten slotte, van de Franschen die, ten opzichte van onze wet, Belg geworden zijn, met recht op verzaking wegens het feit dat, vóór ze geëmancipeerd waren of meerderjarig werden, diegene hunner ouders, die over hen recht op toezicht had, vrijwillig de Belgische nationaliteit verkregen heeft.

Zij die, ingevolge een, al ware 't maar implicite, in den wettelijken vorm, te kennen gegeven voorkeur voor een van beide landen, waarvan ze de nationaliteit bezaten of konden verkrijgen, in dit land aan hunne verplichtingen voldaan hebben, zijn, krachtens artikel 3, in het ander land van alle verplichtingen vrij.

Er werd op gewezen dat, krachtens de wet van 1927, sommige minderjarige kinderen, zonder verlof om te verzaken, Franschen geworden zijn, doordat een hunner ouders deze nationaliteit verworven had. In meest al deze gevallen, verliezen zij, krachtens onze wet van 1922, de hoedanigheid van Belg. Artikel 4 der Overeenkomst streeft er naar om de militaire diensten te verzaken van al dezen die onder deze voorwaarden de Fransche nationaliteit verworven hebben, zonder na te gaan of zij al dan niet de Belgische nationaliteit behouden hebben.

Artikel 5 is er op aangelegd om een vaak voorkomende geval te regelen, waarin de principes van beide wetgevingen niet vereenigbaar zijn en waar nochtans een oplossing noodig is : wordt bedoeld het conflict omtrent het Belgisch *Jus sanguinis* en het Fransche *Jus soli* dat bij artikel 1 der wet van 1927 erkend is.

Zooals bovengezegd, worden, door Frankrijk, zonder verlof om te verzaken, Franschen verklaard de wettelijke kinderen die in Frankrijk van een Belgischen vader maar uit een Fransche moeder geboren zijn, alsmede die, welke in Frankrijk geboren zijn van een Belgischen vader, die zelf in Frankrijk geboren is.

In opzicht van militie levert de eerste veronderstelling op dit oogenblik niet veel belang op, want, zoo de Fransche vrouw die met een vreemdeling huwt thans, krachtens de wet van 1927, over 't algemeen haar nationaliteit behoudt, zullen de kinderen gesproten uit de onder het regime dezer wet gesloten huwelijken, enkel rond 1947 onder de wapens geroepen worden.

Met de tweede veronderstelling staat het anders.

Bij artikel 1 der Overeenkomst van 1891 was bepaald, dat de jongelingen die

in Frankrijk geboren zijn uit Belgische ouders die daar zelf geboren zijn, in België niet voor den militairen dienst opgeroepen worden.

Het gebeurde nogal dikwijls dat deze twee geboorten op Franschen grond heel toevallig waren en het vermoeden van Fransche assimilatie dat, ten aanzien van de Fransche wetgeving, daar door ontstaan was, werd maar al te dikwijls door een haast ononderbroken verblijf buiten Frankrijk te niet gedaan.

In de huidige Overeenkomst wordt met de werkelijkheid der feiten beter rekening gehouden : men heeft immers besloten dat, wat den militairen dienst betreft, het Fransch recht niet de bovenhand moet hebben wanneer de belanghebbende, van den leeftijd van 16 tot 21 jaar, gewoonlijk buiten Frankrijk verbleven heeft.

Er dient opgemerkt dat het Belgisch *Jus sanguinis* de bovenhand heeft, niet alleen wanneer de belanghebbende den beslissenden tijd in België heeft doorgebracht, maar ook wanneer hij in andere landen heeft verbleven.

Over de artikelen 6, 7, 8, 9 en 10, waarin enkel, in haast dezelfde bewoordingen, de bepalingen der Overeenkomst van 1891 overgenomen zijn, blijkt alle commentaar overbodig.

De aandacht dient echter hier op gevestigd dat bij artikel 10 voorzien is, dat gedurende de mobilisatie in een van beide landen de Overeenkomst van rechtswege ophoudt van kracht te zijn. Ten deze dient opgemerkt dat bij beschikking van 15-3-1915 de toepassing der Overeenkomst van 1891 gedurende den oorlog geschorst werd.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

A. CARNOY.



OVEREENKOMST**tusschen Frankrijken België tot het regelen van de conflicten.
In zake militaire recruteering.**

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN EN DE PRESIDENT DER FRANSCHIE REPUBLIEK, de noodzakelijkheid erkend hebbende opnieuw de betwistingen in zake militaire recruteering te regelen, de ondergeteekenden daartoe behoorlijk gevolgmachtigd, hebben desaangaande de volgende schikking getroffen :

EERSTE ARTIKEL.

Worden niet op de lijsten der Belgische militaire recruteering vóór den vollen leeftijd van twee-en-twintig jaren ingeschreven, tenzij zij het vragen, de personen, die, in Frankrijk van een Belgischen vader geboren zijn en tegenover de Belgische wet de Belgische nationaliteit bezittende, tegenover de Fransche wet hetzij Franschman zijn met recht op verzaking, hetzij de Fransche nationaliteit, bij verklaring af van rechtswege, kunnen verkrijgen.

ARTIKEL 2.

Worden niet op de lijsten der Fransche militaire recruteering vóór den vollen leeftijd van twee-en-twintig jaren ingeschreven, tenzij zij het vragen :

1° de personen, die in België van een Franschman geboren zijn en de Belgische nationaliteit per optie kunnen verkrijgen ;

2° tenware zij aan de Belgische nationaliteit verzaakt hebben, de Franschen, die, wegens de verkrijging der Belgische nationaliteit door een hunner ouders, van rechtswege Belgen geworden zijn, wanneer de Belgische wet de verandering van nationaliteit van een ascendent mede tegenover een minderjarig kind erkent ;

3° de personen, die tegenover de Belgische wet Belgen zijn, tegenover de Fransche wet, behoudens recht van verzaking, Franschen zijn, tenware van dit recht op voorhand werd afgezien.

ARTIKEL 3.

In de gevallen, bedoeld bij de artikelen 1 en 2, zijn de personen die, wegens een uitdrukkelijke of stilzwijgende optie, in een of ander land aan de wet op de legerrecruteering voldaan hebben, van allen militairen dienst in het ander land ontslagen.

ARTIKEL 4.

Worden niet voor den militairen dienst in België opgeroepen, de jongelingen, die wegens de verkrijging der Fransche nationaliteit door een hunner ouders, Franschen geworden zijn in de voorwaarden waaronder de Fransche wet de verandering van nationaliteit van een ascendent mede tegenover een minderjarig kind erkent.

ARTIKEL 5.

Worden in België niet vóór den militairén dienst opgeroepen, behalve wanneer zij, van den leeftijd van zestien tot één-en-twintig jaar, hun gewone verblijfplaats buiten Frankrijk of de van de Fransche overheid afhāngende gebieden gehad hebben, en in dit geval, wanneer zij niet in Frankrijk aan de recruteeringswet voldaan hebben, de jongelingen, in Frankrijk geboren, waar van een der ascendenten Franschman en de andere Belg is, of, in Frankrijk geboren van een Belgischen, daar zelf geboren ascendent, die Franschen zijn zonder recht op verzaking, tegenover de Fransche wet.

De inschrijving, op de Fransche tellingstabellen, van de jongelingen, die, krachtens voorgaande alinea, voor inlijving in België vatbaar zijn, wordt, tenware zij het vragen, uitgesteld totdat zij den vollen leeftijd van 22 jaar bereikt hebben.

Zij zijn van allen militairén dienst in Frankrijk ontslagen, indien zij, op dezen leeftijd, in België aan de recruteeringswet voldaan hebben.

ARTIKEL 6.

De burgers der contracteerende landen, verblijvende in de Koloniën, de Protectoraallanden of in de Landen onder mandaat, van ieder der twee landen, worden, voor de toepassing van deze overeenkomst, geacht te verblijven op het grondgebied van het Moederland.

ARTIKEL 7.

De twee Regeringen deelen elkaar, wederkeerig en binnen den kortst mogelijken tijd, de akten mede, welke door hunne wederzijdsche overheden, in de bij deze overeenkomst bedoelde gevallen, ontvangen worden.

Zij maken bovendien elkaar de personen bekend, die zich in een der twee landen aan den militairén dienst, op aanvoering van het onderdaanschap van het ander land, onttrokken hebben.

ARTIKEL 8.

De personen die, vóór het in werking treden dezer overeenkomst, aan de verplichtingen van den actieven militairén dienst in een der twee landen voldaan hebben, zijn daartoe niet meer gehouden, in het ander land.

ARTIKEL 9.

De kinderen van diplomatieke agenten of van beroepsconsuls behouden de nationaliteit hunner ouders, tenware zij, onder de wettelijke voorwaarden, de toepassing der wetten van hun geboorteland opvorderen.

ARTIKEL 10.

Deze Overeenkomst, te rekenen van den dag der wederzijdsche bekrachtiging, wordt afgesloten voor vijf jaren. Ingeval geen der Hooge contracteerde partijen, één jaar vóór dat deze termijn ten einde loopt, mocht kennis gegeven hebben van

haar voornemen om de overeenkomst buiten werking te stellen, blijft deze, van af den dag, waarop een der partijen haar heeft opgezegd, nog één jaar bindend.

De overeenkomst wordt, ingeval van mobilisatie in Frankrijk of in België, en tijdens den heelen duur dezer mobilisatie, van rechtswege geschorst.

Ter oorkonde waarvan de respectieve gevolmachtigden deze overeenkomst onderteekend hebben.

Gedaan in dubbel exemplaar te Parijs, den twaalfden September negentien honderd acht-en-twintig.

De Zaakgelastigde van België
(ad interim) *te Parijs,*

De Minister van Buitenlandsche Zaken
der Fransche Republiek,

OBERT DE THIEUSIES.

BRIAND.

(8)

N^o 317. — ANNEXE. — *Bijlage.***CHAMBRE
des Représentants.****KAMER
der Volksvertegenwoordigers.****PROJET DE LOI**

approuvant la Convention conclue
entre la Belgique et la France
ayant pour objet de régler les
conflits en matière de recrute-
ment militaire.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van de tusschen
België en Frankrijk gesloten
Overeenkomst tot het regelen
van de conflicten in zake mili-
taire recrueteering.

Albert,**ROI DES BELGES,***A tous, présents et à venir, Salut !*

Sur la proposition de Notre Mi-
nistre des Affaires Étrangères, de
Notre Ministre de la Justice et de
Notre Ministre de l'Intérieur et de
l'Hygiène,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté, en Notre Nom, aux
Chambres législatives, par Notre Mi-
nistre des Affaires Étrangères, Notre
Ministre de la Justice et Notre Mi-
nistre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

ARTICLE UNIQUE.

La Convention conclue le 12 sep-
tembre 1928 entre la Belgique et la

Albert,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil !*

Op de voordracht van Onzen Mi-
nister van Buitenlandsche Zaken, van
Onzen Minister van Justitie en van
Onzen Minister van Binnenland-
sche Zaken en Volksgezondheid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet, waarvan de
inhoud volgt, zal in Onzen Naam,
door Onzen Minister van Buitend-
sche Zaken, Onzen Minister van Jus-
titie en Onzen Minister van Binnen-
landsche Zaken en Volksgezondheid,
bij het Parlement ingediend worden.

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst, op 12 Septem-
ber 1928 tusschen België en Frankrijk,

France pour régler les conflits en matière de recrutement militaire, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 12 septembre 1928.

in zake militaire reëcruteering gesloten, treedt ten volle in werking.

Gegeven te Brussel, den 12 September 1928.

ALBERT.

~~Par le Roi~~
Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege
De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

P.-E. JANSON.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

A. CARNOY.
